

Gust. Alberts GmbH & Co. KG, Blumenthal 2, 58849 Herscheid

Les informations suivantes vous donnent un aperçu du traitement de vos données à caractère personnel par la société Gust. Alberts GmbH & Co. KG (« Alberts ») ainsi que des droits dont vous disposez. Les données traitées en détail et la manière dont elles sont utilisées dépendent en grande partie des contrats ou des services convenus. Veuillez également transmettre ces informations à vos collaborateurs.

1. Responsable du traitement des données

Le responsable du traitement des données est : Gust. Alberts GmbH & Co. KG Blumenthal 2, 58849 Herscheid
Vous trouverez les autres coordonnées dans l'en-tête du présent document. Nous avons désigné un délégué à la protection des données au sein de notre entreprise, que vous pouvez contacter à l'adresse e-mail suivante : bdsb@alberts.de

2. Sources et catégories de données

Nous traitons les données que nous recevons dans le cadre de la relation commerciale ou à l'occasion de la mise en place d'une relation commerciale avec vous. Nous recevons généralement ces données directement de votre part, par exemple dans le cadre de la conclusion d'un contrat ou d'une passation de commande, ou à l'occasion de demandes de renseignements, d'offres et d'entretiens de conseil. Concrètement, nous traitons les données suivantes :

- raison sociale, le cas échéant nom, prénom, adresse, coordonnées (numéros de téléphone et de fax, adresses e-mail) ;
- autres interlocuteurs, noms, fonctions et coordonnées comme indiqué ci-dessus ;
- données d'identification (par exemple, données de pièce d'identité), données d'authentification (par exemple, spécimen de signature), numéro d'identification fiscale ;
- données relatives aux opérations de paiement et aux commandes (par exemple, coordonnées bancaires, ordres de paiement) ;
- score de solvabilité (comportement de paiement),
- objet de la commande, historique des commandes et chiffres d'affaires ;
- Correspondance (par exemple, correspondance avec vous) ainsi que
- , dans certains cas, les données publicitaires et commerciales.

3. Finalité du traitement et base juridique

Nous vous informons ci-après des finalités et de la base juridique du traitement de vos données.

3.1 Exécution des obligations contractuelles – Art. 6, al. 1, phrase 1, let. b) du RGPD

Nous traitons vos données afin d'exécuter nos contrats avec vous, c'est-à-dire notamment pour exécuter vos commandes et vous fournir nos prestations de services. Les finalités du traitement des données dépendent en détail des prestations de services concrètes et des documents contractuels. Dans la mesure où vos données sont concernées en tant que partie au contrat ou dans le cadre d'une négociation de contrat, la base juridique est donc l'art. 6, al. 1, phrase 1, let. b) du RGPD.

3.2 Intérêts légitimes – Article 6, paragraphe 1, phrase 1, point f) du RGPD

Nous pouvons également utiliser vos données sur la base d'une mise en balance des intérêts afin de préserver nos intérêts légitimes ou ceux de tiers. Cela a lieu aux fins suivantes :

- Assistance de nos collaborateurs dans le cadre du conseil et du suivi des clients professionnels ainsi que de la distribution ;
- gestion générale de l'entreprise et développement des services et des produits ;
- publicité, études de marché et sondages d'opinion ;
- Exercice de droits et défense en cas de litiges juridiques ;
- Prévention et élucidation d'infractions pénales ;
- Traitement des réclamations et gestion des cas de garantie ;
- Garantie de la sécurité informatique et du fonctionnement des systèmes informatiques.

Notre intérêt pour le traitement concerné découle des finalités respectives et est par ailleurs de nature économique (accomplissement efficace des tâches, commercialisation, prévention des risques juridiques). Dans la mesure où la finalité concrète le permet, nous traitons vos données sous forme pseudonymisée ou anonymisée. La base juridique est donc notre intérêt légitime au sens de l'art. 6, al. 1, phrase 1, let. f) du RGPD.

3.3 Contrôle de solvabilité – Art. 6, al. 1, phrase 1, let. f) du RGPD

Sur la base de notre intérêt légitime à évaluer notre risque auprès des clients pour lesquels nous fournissons des prestations à titre d'avance et pour lesquels nous supportons donc un risque de crédit, nous procédons à une vérification de solvabilité auprès d'un prestataire externe. La base juridique de la vérification de solvabilité est donc l'art. 6, al. 1, phrase 1, point f) du RGPD.

3.4 Consentement – Art. 6, al. 1, let. a) du RGPD

Dans la mesure où vous nous avez donné votre consentement au

traitement de données à caractère personnel, ce consentement constitue la base juridique du traitement qui y est mentionné. Cela concerne en particulier votre éventuel consentement, lors de la conclusion d'un contrat, à la transmission de vos données à nos collaborateurs à des fins de conseil et d'accompagnement. La base juridique dans ces cas est l'art. 6, al. 1, phrase 1, let. a) du RGPD.

En outre, vous avez éventuellement consenti à recevoir des communications publicitaires par e-mail ou par téléphone. Vous pouvez révoquer vos consentements à tout moment avec effet pour l'avenir. La révocation ne s'applique qu'aux traitements futurs.

3.5 Exigences légales – Art. 6, al. 1, phrase 1, let. c) du RGPD

Nous sommes soumis à diverses obligations légales, c'est-à-dire à des exigences légales (par exemple issues du Code de commerce ou de la législation fiscale).

3.6 Vérification des listes de sanctions – Art. 6, al. 1, phrase 1, let. c) du RGPD

Nous utilisons les données de nos clients, y compris les données relatives à votre entreprise et, si nécessaire, à vos collaborateurs, ainsi que les informations relatives aux commandes (destinataire d'une livraison, lieu de destination, quantité et nature des marchandises commandées, etc.) pour vérifier s'il existe des sanctions ou des embargos nationaux ou internationaux et si une relation commerciale est éventuellement interdite et/ou s'il existe une obligation d'autorisation. La base juridique est notre obligation légale au sens de l'art. 6, al. 1, phrase 1, let. c) du RGPD de respecter les listes de sanctions de l'Union européenne ainsi que celles de la République fédérale d'Allemagne et les listes de sanctions qu'elle a déclarées contraignantes.

Par ailleurs (notamment en ce qui concerne les listes de sanctions américaines qui ne sont pas directement contraignantes), la base juridique est notre intérêt légitime au sens de l'article 6, paragraphe 1, phrase 1, point f) du RGPD à préserver notre capacité d'action commerciale internationale en évitant de faire l'objet de sanctions pour violation des listes de sanctions susmentionnées.

4. Transmission des données

La transmission de vos données n'a lieu que dans la mesure où une base juridique pertinente l'autorise. Au sein de notre entreprise, vos données sont transmises aux services qui en ont besoin pour remplir nos obligations contractuelles et légales ou pour accomplir leurs tâches respectives (par exemple, les services commerciaux et marketing).

En outre, des données à caractère personnel peuvent être transmises si cela est nécessaire pour remplir nos obligations contractuelles. Par ailleurs, les services suivants peuvent recevoir vos données :

- les sous-traitants que nous engageons (art. 28 du RGPD), notamment dans le domaine des services informatiques et de la logistique, qui traitent vos données pour notre compte en respectant nos instructions ;
- les entreprises de transport et les transporteurs ;
- les autorités et institutions publiques (par exemple, les autorités fiscales) en cas d'obligation légale ou administrative ;
- les organismes auxquels nous faisons appel pour faire valoir nos créances ;
- des sociétés chargées de la vérification de la solvabilité ou de la solvabilité, ainsi que
- d'autres organismes pour lesquels vous nous avez donné votre consentement au transfert de données

5. Durée de conservation, suppression

Dans la mesure où cela est nécessaire, nous traitons vos données à caractère personnel pendant toute la durée de notre relation commerciale, ce qui inclut également la préparation et l'exécution d'un contrat. En outre, nous sommes soumis à diverses obligations de conservation et de documentation découlant notamment du Code de commerce allemand (HGB) et du Code fiscal allemand (AO). Les délais de conservation ou de documentation qui y sont prévus sont de deux à dix ans. Enfin, la durée de conservation est également déterminée par les délais de prescription légaux qui, par exemple, conformément aux articles 195 et suivants du Code civil allemand (BGB), sont généralement de trois ans, mais peuvent dans certains cas aller jusqu'à trente ans.

6. Transferts vers des pays tiers

En principe, les données à caractère personnel ne sont pas transférées vers des pays tiers ou des organisations internationales. Nous ne transférons vos données vers des pays situés en dehors de l'Espace économique européen (EEE) (pays tiers) que si et dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution de la relation contractuelle qui nous lie ou prescrit par la loi (par exemple, comptabilité, administration) ou si vous nous avez donné votre consentement.

Dans la mesure où nous utilisons, pour l'exécution de la relation contractuelle avec vous, des logiciels provenant de fournisseurs

ayant leur siège dans des pays tiers ou des logiciels provenant de fournisseurs ayant des sous-traitants/prestataires de services dans des pays tiers, vos données ou certaines parties de celles-ci peuvent être transférées vers des pays tiers, en fonction de la finalité du traitement.

En outre, nous convenons avec les prestataires de services qui traitent des données à caractère personnel dans un pays tiers et pour lesquels la Commission européenne n'a pas constaté, dans le cadre d'une décision d'adéquation, un niveau de protection des données suffisamment équivalent dans ce pays tiers, d'appliquer, si nécessaire, les clauses types de protection des données adoptées par la Commission européenne ainsi que des garanties supplémentaires.

Certains prestataires de services sont soumis à des règles d'entreprise contraignantes (BCR) approuvées par une autorité européenne de contrôle de la protection des données au sens de l'article 47 du RGPD ou à des codes de conduite approuvés par une directive européenne sur la protection des données au sens de l'article 40 du RGPD, qui peuvent chacun servir de base juridique pour le transfert de données.

En ce qui concerne le transfert de données à caractère personnel vers les États-Unis, la certification au titre du « EU-U.S. Data Privacy Framework » (DPF) peut également être envisagée comme base juridique conformément à l'article 45 du RGPD. La liste des entreprises et des services certifiés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.dataprivacyframework.gov/s/participant-search>. Pour plus d'informations à ce sujet, veuillez vous référer aux coordonnées indiquées au point 1.

7. Droits en matière de protection des données

Sous réserve des conditions légales applicables, vous disposez d'un droit d'accès (art. 15 du RGPD, § 34 de la BDSG), d'un droit de rectification (art. 16 du RGPD), d'un droit à l'effacement (art. 17 du RGPD, § 35 de la BDSG), à la limitation du traitement (art. 18 du RGPD) ainsi qu'à la portabilité des données (art. 20 du RGPD). Vous disposez en outre d'un droit de recours auprès d'une autorité de contrôle de la protection des données (art. 77 du RGPD).

8. Obligation de fournir des données

Dans le cadre de notre relation commerciale, vous n'êtes tenu de fournir que les données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'établissement, à l'exécution et à la résiliation d'une relation commerciale ou dont la collecte nous est imposée par la loi. Sans ces données, nous serons généralement contraints de refuser la conclusion du contrat ou l'exécution de la commande, ou ne pourrions plus exécuter un contrat existant et devons, le cas échéant, y mettre fin.

9. Prise de décision automatisée

Pour l'établissement et l'exécution de la relation commerciale, nous n'utilisons pas de prise de décision automatisée au sens de l'article 22 du RGPD. Si nous devons recourir à ces procédures dans des cas particuliers, nous vous en informerions séparément, dans la mesure où la loi l'exige.

10. Profilage

Nous ne traitons pas vos données dans le but d'évaluer certains aspects personnels (ce que l'on appelle le « profilage »).

Mise à jour : 21/04/2026

☎ +49 (0)23 57 9 07-0
☎ +49 (0)23 57 9 07-189
✉ info@alberts.de
www.alberts.de